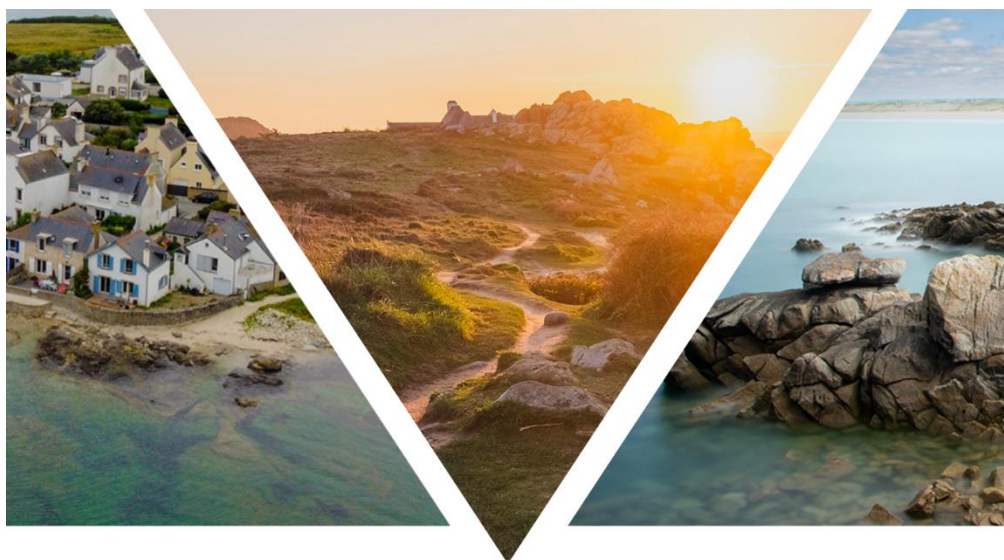




# RAPPORT D'ORIENTATION **2026 - 2027**

RAPPORT D'ACTIVITE 2025

ASSEMBLEE GENERALE DU 4 JUIN 2026

« Si je dois être synthétique, je dirais que pour 2026 et 2027, l'UDAF doit continuer à agir pour les familles, les représenter au mieux, continuer à mettre en œuvre des services avec une qualité toujours soutenue, finir les travaux engagés sur notre site de Brest, préparer l'Assemblée Générale de l'UNAF qui se tiendra au Quartz à Brest les 26 et 27 juin 2027.

Tout cela paraît si simple et pourtant.

L'année prochaine sera une année électorale importante, vous le savez.

L'élection présidentielle et les législatives qui suivront, amèneront au pouvoir les élus qui n'auront pas d'autres choix que de préparer la France aux grands enjeux qui s'annoncent à l'échéance de 2030 sur les questions du vieillissement de la population, de la prise en charge de la dépendance et même de notre modèle social.

Et les familles dans cela ?

Si l'on se réfère à la dernière enquête d'Opinionway réalisée en janvier 2026 pour l'UNAF, 97 % des parents considèrent la vie de famille comme une dimension fondamentale, mais 50 % des familles trouvent que le soutien de l'État leur est insuffisant : c'est 10 points de plus qu'en 2024.

Depuis 4 ans, la capacité financière des familles n'a jamais été si fragile :

- ◆ 53 % des parents déclarent ne pas avoir les moyens de préparer l'avenir de leurs enfants, contre 43 % en 2024,
- ◆ 33 % des parents disent que leurs finances actuelles ne permettent pas de faire plaisir à leurs enfants,
- ◆ et 13 % avouent ne pas pouvoir répondre aux besoins essentiels de leurs enfants.

Côté éducation, arrivent en tête des principales difficultés :

- ◆ la gestion des écrans (pour 49 %),
- ◆ les relations avec les autres enfants (pour 34 %),
- ◆ et les questions d'autorité (pour 30 %),
- ◆ juste avant les questions d'argent (29 %).

Enfin, 74 % des parents indiquent connaître des difficultés de conciliation entre la vie familiale et leur vie professionnelle pour l'exercice de leurs responsabilités familiales, à des degrés divers. Ces statistiques doivent encourager à mieux prendre en compte les besoins des familles.

Sur la situation alarmante du pouvoir d'achat, l'Unaf et le réseau Udaf-Uraf mènent actuellement une étude d'ampleur inédite dans le cadre de l'Observatoire des familles auprès de 8 000 parents, à paraître en septembre 2026.

J'avais déjà évoqué l'année dernière la chute de la natalité dont tout le monde prend acte aujourd'hui, le développement des troubles de la santé mentale chez les jeunes, la violence exacerbée, y compris dans le discours politique.

Il faut aujourd'hui poser la question du projet politique, du projet de société à venir.

Pour ce sur quoi nous pouvons agir en 2026 et 2027, nous continuerons la rénovation de nos locaux de Brest. Si l'activité des services continue d'augmenter selon le rythme constaté depuis 10 ans, nous n'aurons pas d'autres choix que d'envisager l'achat ou la location de nouveaux espaces. Cela dépendra bien sûr des moyens financiers qui nous seront accordés.

La qualité aussi se paye. J'évoquais tout à l'heure les très bonnes évaluations de nos services. Pourra-t-on maintenir ce niveau de qualité sans reconnaissance de nos équipes ?

L'Etat refuse la reconnaissance de nos salariés en bloquant les financements d'une Convention Collective unique étendue et même quelques avantages aux seniors et sans doute aussi aux autres.

Aujourd'hui, nos salariés revendiquent des augmentations de salaire et réclament des moyens supplémentaires en personnel pour exercer les missions qui nous sont confiées.

L'UDAF soutient ces demandes de revalorisation et en appelle aux décideurs politiques pour faire les choix qui permettront de construire une société des solidarités et non pas de rejet de l'autre.

Notre branche est exsangue, comme l'est celle de l'aide à domicile, et nous subirons cette année le surcoût de la taxe d'apprentissage, le versement mobilité régional et rural, l'augmentation du SMIC, avec quels moyens ?

L'attractivité de nos métiers est aujourd'hui clairement notre enjeu pour l'avenir alors que nos moyens financiers pourraient être en baisse cette année.

Nous apprenons en effet cette semaine que la dotation consacrée par l'Etat à la Protection Juridique des Majeurs est en baisse en 2026 au niveau national, sans financement pour les mesures nouvelles, cela, alors même que les services de l'Etat dans le département nous sollicitent pour que nous augmentions notre capacité.

Faut-il soumettre à l'Assemblée Générale une question sur la réponse à apporter en toute évidence ? Le Conseil d'Administration prendra ses responsabilités.

En même temps, nous préparons l'Assemblée Générale de l'UNAF qui se tiendra au Quartz à Brest les 26 et 27 juin 2027, 30 ans après l'édition de 1997. Qui sait ? Peut-être aurons-nous l'honneur de la présence du ou de la Présidente de la République nouvellement élu(e). Les familles le valent bien.

Encore merci à tous. »

Agnès LE MENN  
Présidente de l'UDAF29